Zeitschrift: Revue Militaire Suisse

Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse

Band: - (2018)

Heft: 3

Artikel: Martine Rebetez : changement climatique et impacts sur la politique de sécurité suisse

Autor: Chambaz, Grégoire

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-823361

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La professeure Martine Rebetez.
(Crédit Photo : Jean-Marc Boerlin)

Changement climatique

Martine Rebetez : Changement climatique et impacts sur la politique de sécurité suisse

Cap Grégoire Chambaz
Rédacteur adjoint RMS+

Martine Rebetez est professeure ordinaire de climatologie appliquée à l'Université de Neuchâtel et auprès de l'Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage (WSL). Elle est spécialiste du changement climatique et de ses conséquences pour la Suisse. A ce titre, elle a publié en 2002 un ouvrage sur les conséquences du changement climatique pour la Suisse, traduit en plusieurs langues et réédité à trois reprises. Dans cette interview, Martine Rebetez explore pour la RMS les perspectives et répercussions du changement climatique ainsi que les conséquences de ces répercussions pour la politique de sécurité. Enfin, la professeure Rebetez propose quelques pistes pour une politique de sécurité adaptée à la réalité du changement climatique.

RMS : Professeure Rebetez, merci d'avoir accepté de répondre à nos questions. Tout d'abord, pourriez-vous décrire l'état actuel des connaissances scientifiques en matière de changement climatique ?
Martine Rebetez : Les connaissances scientifiques sur le climat et les changements climatiques sont à présent très solides. Les modèles de prévision de l'avenir le sont également. Il reste des inconnues sur la précision et les conséquences très concrètes des changements à venir, comme les impacts sur certaines activités humaines et l'évolution de certaines formes de végétation. L'inconnue principale réside dans le comportement humain des prochaines décennies ; si nous ne réduisons pas rapidement nos émissions de gaz à effet de serre, les conséquences sur le climat seront déterminantes. En tout cas, les résultats disponibles ne laissent aucun doute sur la nécessité d'agir au plus vite.

Les voix discordantes qu'il arrive encore d'entendre ne sont pas celles de scientifiques du domaine, mais relèvent de la propagande d'agences, principalement américaines (mais pas seulement), soutenues par des intérêts liés aux énergies fossiles. Elles visent à manipuler l'opinion afin de prolonger le temps d'utilisation de ces énergies. Dans une moindre mesure, ces voix sont le produit de réflexes conservateurs, craignant le changement et sous-estimant les risques du statu quo.

RMS : Quelle est la prospective du changement climatique pour la Suisse et l'étranger ? Quelles en seraient les répercussions directes et indirectes pour la Suisse ?
MR : À l'échelle planétaire, les températures moyennes ont déjà augmenté d'un degré. En Suisse cependant, l'accroissement atteint déjà deux degrés. Et d'ici la fin du siècle, on s'attend à une augmentation de plus en plus rapide de la température mondiale, pour atteindre environ quatre degrés et davantage en Suisse. Les conséquences toucheront tous les domaines : les glaciers et l'enneigement vont poursuivre leur réduction drastique alors que les canicules, les sécheresses et les risques de mortalité afférents vont largement s'accroître. Les précipitations[1] vont se produire de plus en plus en épisodes intenses, susceptibles de causer des inondations, des laves torrentielles et des coulées de boue.

Dans la plupart des domaines – par exemple pour l'agriculture – les changements survenus jusqu'à présent sont relativement faciles à gérer. En revanche, l'augmentation future des températures aura des conséquences majeures sur la capacité à s'y adapter, devenant de plus en plus difficile. À très long terme, la montée du niveau des mers est inexorable et va s'accélérer. Dans les prochaines décennies elle se manifestera principalement par la salinisation des nappes phréatiques et sous forme d'événements extrêmes (comme les ouragans). En outre, certains secteurs économiques vont être particulièrement touchés, comme le tourisme. Le potentiel d'adaptation de ces secteurs est considérable pour autant que des mesures coordonnées soient prises suffisamment tôt.

1 Ndlr : Les pluies.

En Europe, les canicules constituent un enjeu majeur de santé publique. Elles peuvent provoquer une importante mortalité. Cela est aussi vrai en Suisse, principalement pour les villes du Plateau. Ici, la prévention sera également déterminante, avec la nécessité d'effectuer des réformes (notamment dans l'aménagement urbain) tenant compte de ces risques.

RMS : Quels sont les enjeux du climat pour la politique de sécurité suisse ?
MR : Si les politiques de prévention et d'aménagement ne sont pas conduites à temps, la protection face aux catastrophes va prendre une importance significative à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Par conséquent, ces politiques de prévention relèvent d'un enjeu de politique de sécurité. On devra aussi prévoir des solutions pour faire face aux situations de crise, comme lors de canicules où les accidents cardio-vasculaires augmentent et l'afflux de patients pourrait dépasser les capacités des hôpitaux. Dans ce cas, les forces de sécurité et les formations de milice disposent d'un potentiel à exploiter pour faire face à ces situations de crise sanitaire.

Au cours du 21e siècle, les tensions internationales autour de l'approvisionnement en énergie devraient se réduire à mesure que la transition énergétique s'effectuera. Tôt ou tard, nos sociétés fortement dépendantes des énergies fossiles se transformeront en des sociétés basées sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Toutefois, cette transition devrait s'accompagner de mesures de soutien à l'échelle locale ou internationale afin de limiter les migrations et les conflits potentiels, à l'instar d'une aide à la réorientation des personnes dépendant des activités liées au pétrole, au gaz ou au charbon. De plus, la transition devrait s'effectuer de manière respectueuse à l'égard des populations qui s'avèrent disposer de nouvelles ressources[2] ; les pratiques de prédation ayant montré combien elles peuvent générer un climat d'insécurité et de conflits.

En parallèle à la diminution des conflits liés à l'approvisionnement en pétrole ou gaz, on devrait assister à un accroissement des tensions liées à l'accès à l'eau potable et à des ressources alimentaires. Aujourd'hui, certains conflits dans les régions arides ont déjà pour enjeu la maîtrise de l'eau des fleuves, des lacs et des nappes phréatiques. Or, l'augmentation des températures va exacerber la pression sur les ressources en eau : les besoins en eau vont augmenter et provoquer dans certaines régions un basculement de situation, rendant insuffisant leur approvisionnement en eau, particulièrement pour les cultures et l'élevage.

Concernant l'approvisionnement en ressources alimentaires, on observe depuis plusieurs années une tendance à l'achat de surfaces agricoles étrangères (en particulier en Afrique subtropicale) par des Etats en nécessitant, comme la Chine ou ceux du Golfe. Le changement climatique risque de provoquer ou renforcer les pertes agricoles ainsi que l'insécurité des rendements d'une année à l'autre et, par conséquent, de pousser les populations au soulèvement ou à la migration si elles n'ont plus les moyens de s'alimenter correctement. C'est pourquoi la réduction du gaspillage alimentaire est essentielle dans ce domaine et doit être implémentée à tous les niveaux. Car si les démarches de prévention se révèlent insuffisantes ou qu'aucune solution n'est trouvée, l'insécurité et les risques de conflits vont s'accroître.

Un enjeu important de la sécurité mondiale consistera à assurer la protection des populations dans les régions les plus menacées, afin de leur permettre de continuer

2 Comme par exemple, à l'échelle suisse, le potentiel éolien de l'arc jurassien.

Biographie express : Martine Rebetez, spécialiste du changement climatique et de ses conséquences pour la Suisse

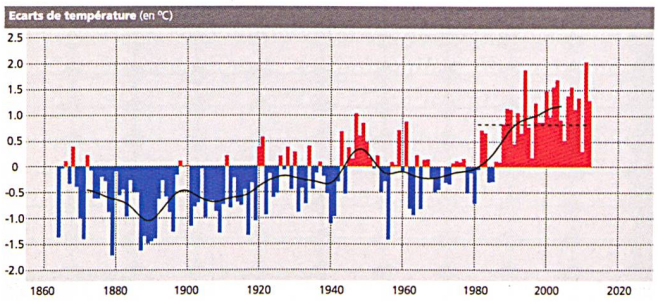
Après des études de géographie, puis de climatologie à Lausanne, Zurich et Salford (Grande-Bretagne), Martine Rebetez effectue de 1987 à 1992 un doctorat à l'Université de Lausanne puis un postdoctorat à celle de Fribourg. En 1996, elle intègre l'Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage (WSL), tout en assumant parallèlement des charges de cours dans les Universités de Lausanne, Genève et Neuchâtel ainsi qu'à l'EPFL. En 2006, elle est nommée professeure associée à l'Université de Neuchâtel. Depuis 2012, elle est titulaire de la chaire de climatologie appliquée qu'elle occupe désormais en tant que professeure ordinaire. Il s'agit d'une chaire conjointe entre l'Université de Neuchâtel et l'institut fédéral de recherches WSL.

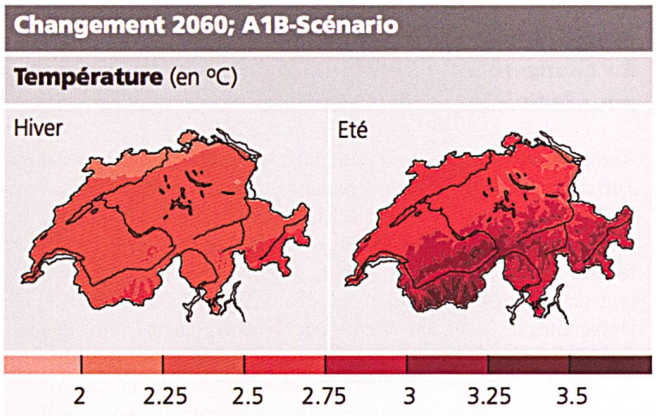
Martine Rebetez a largement contribué à la diffusion des connaissances sur le changement climatique et ses conséquences. Elle est notamment auteure ou coauteure de plus de 40 publications scientifiques et de plusieurs livres, dont un sur les conséquences du changement climatique pour la Suisse*, traduit en allemand et italien. Elle a donné un grand nombre d'entretiens dans les médias suisses et internationaux et a tenu pendant plusieurs années des chroniques dans *L'Illustré, Le Temps* et *La Côte*, tout en rédigeant de nombreux autres articles de vulgarisation. Elle a également participé à un film** sur l'impact des changements climatiques dans les régions de montagne.

*Martine Rebetez, *La Suisse se réchauffe : effet de serre et changement climatique* (4e édition), PPUR («Le Savoir Suisse»), 2011, 144 p.

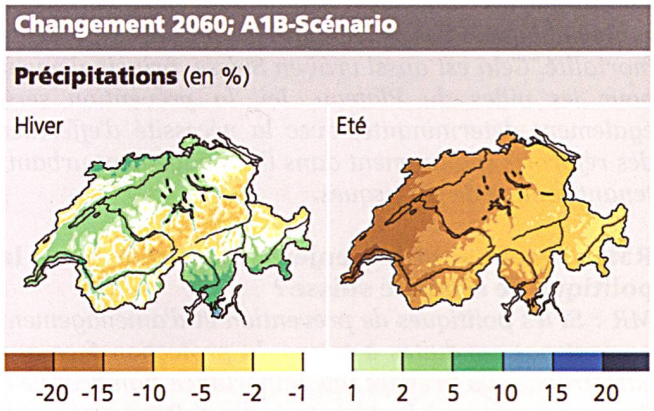
** Vincent Perazio, *Objectif Mont-Blanc, sur les traces d'un Géant*, France, 2015, 93 min. Disponible sur : http://boutique.arte.tv/f10380-objectif_mont_blanc_sur_traces_un_geant

Le réchauffement climatique en Suisse, observé à travers les écarts de la température à la moyenne sur la période 1860–2016. A partir de 1985, on distingue la forte augmentation des températures. Illustration© Météosuisse.





Les effets du changement climatique sur l'augmentation des températures en Suisse en 2060 selon le scénario A1B (modéré). Les degrés en bas indiquent l'augmentation moyenne. Illustration © Météosuisse.



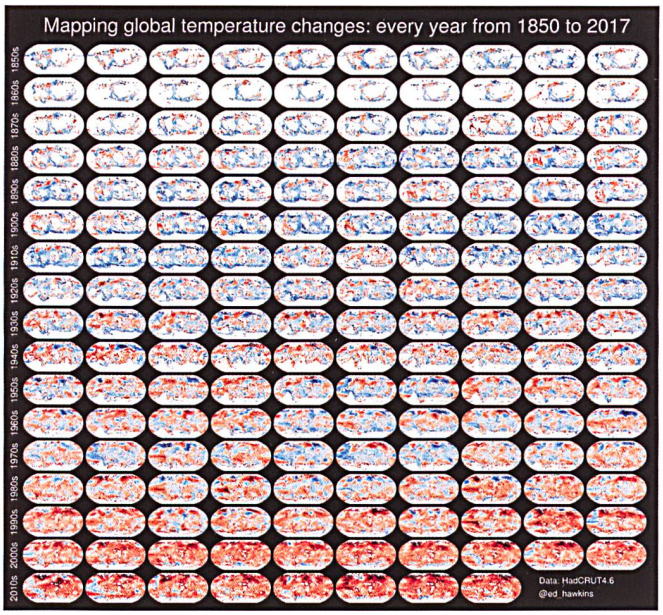
Les effets du changement climatique sur la pluviométrie en 2060 selon le scénario A1B (modéré). Les degrés en bas indiquent le pourcentage de modification. Illustration © Météosuisse.

à vivre dans leur milieu et d'éviter qu'elles migrent, particulièrement vers d'autres pays ou d'autres continents. A ce titre, les enjeux de plus en plus cruciaux pour la politique de sécurité sont l'aménagement de ces zones à risque et l'implémentation d'une démarche de prévention des catastrophes dans ces régions vulnérables. L'expérience suisse pourra y être exportée.

RMS: Quels seraient les principes d'une politique de sécurité responsable en matière de changement climatique? Que pourrait-il être réalisé?

MR : Il faut agir à deux niveaux et à plusieurs échelles, par des politiques d'atténuation et d'adaptation. Au premier niveau, l'atténuation consistera à réduire les émissions de gaz à effet de serre à l'échelle locale et planétaire[3]*. Le second niveau, l'adaptation, sera d'autant plus nécessaire qu'il est sûr que l'atténuation sera insuffisante et surtout trop lente. Il s'agira d'une part d'intervenir en cas de catastrophe, comme en cas d'inondations ou d'incendies majeurs, et d'autre part d'effectuer, à plus long terme, des démarches de prévention de ces catastrophes afin de protéger la population, en Suisse, ou à l'étranger.*

Visualisation de l'augmentation des températures mondiales de 1850 à 2017. Illustration © Ed Hawkins.



*En 1976, Yves Lacoste déclarait que «*la géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre.*» Les données météorologiques sont stratégiques, certaines ont été gardées secrètes durant certains conflits. Mais aujourd'hui, je souhaiterais, comme climatologue, que l'enjeu – planétaire – du changement climatique soit d'abord une plateforme de négociations et de rencontres entre les nations et acteurs mondiaux: les énormes risques générés par les changements climatiques pourraient être gérés de manière à améliorer les conditions de vie sur la planète, plutôt que de les péjorer. Nous devrions choisir la paix plutôt que la guerre. Mais le monde peine encore à adopter ce point de vue, même si les enjeux climatiques ont véritablement le potentiel de devenir un* casus pacis *plutôt qu'un* casus belli.

Propos recueillis par Grégoire Chambaz

3 En outre, la réduction des émissions et la transition énergétique seront également sources de nettes améliorations à plusieurs égards. Par exemple dans la santé, car l'hygiène de l'air sera améliorée et le bruit réduit.